

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Pays (UE) > **Etat espagnol - « A bas le roi » : de la fin du « juancarlisme » au moment (...)**

Etat espagnol - « A bas le roi » : de la fin du « juancarlisme » au moment républicain

jeudi 19 novembre 2020, par [PASTOR Jaime](#), [PORTILLO Albert](#), [URBAN CRESPO Miguel](#) (Date de rédaction antérieure : 7 novembre 2020).

« Un horizon républicain ». A l'occasion de la parution de l'ouvrage « Abajo el Rey ! Repúblicas ! » (Viento Sur).

Sommaire

- [« A bas le roi ! Le référendum »](#)
- [« Un horizon républicain \(...\) »](#)

« Nous ne pouvons pas rester de simples spectateurs de la décadence des Bourbons, nous devons prendre parti pour que l'indifférence face à la fange royale ne s'empare pas des majorités sociales », écrivent Teresa Rodríguez et Miguel Urbán dans l'un des chapitres du livre *¡Abajo el rey ! Repúblicas*. Telle a été l'intention de cet ouvrage collectif : ne pas laisser la peur, le scepticisme et la résignation s'installer parmi les citoyens et appeler à un élargissement d'un débat public sur cette question comme un devoir urgent. Pour cette raison, comme nous le disons dans la présentation du livre, les seize contributions qui y figurent « partagent toutes la revendication d'un référendum sur la monarchie ou la république et, au-delà, l'engagement pour une alternative démocratique radicale qui parte de l'action des classes subalternes dans cette nouvelle étape historique. »



Les principales questions que nous abordons sont les suivantes : le rôle du roi selon la Constitution de 1978, les frasques constantes des Bourbons, la trahison du peuple sahraoui, le coup de barre après la tentative de coup d'État du 23F (23 février 1981), la continuité de l'impunité du franquisme, la complicité des médias, la fin du juancarlisme, les raisons d'un référendum, la contribution du féminisme au républicanisme, la revendication du droit de décider de leur avenir depuis le Pays Basque, la Galice, la Catalogne jusqu'à l'Andalousie, la dénonciation de l'impunité du roi fuyard - alors que des gens comme Jordi Cuixart, co-auteur du livre, est encore en prison pour avoir exercé

des droits fondamentaux - et, enfin, la proposition d'un projet républicain, (con)fédéraliste, plurinational, municipaliste et anti-oligarchique.

Alors que notre projet était sur le point de sortir en librairie, nous avons reçu l'excellente nouvelle de l'enquête sur la monarchie [voir l'article ci-dessous], commandée par la Plateforme des Médias indépendants et rendue publique le 12 octobre dernier. Ses résultats sont venus donner plus de raisons encore à nos arguments et, surtout la confiance en la possibilité de faire de cet engagement pour un avenir républicain une réalité, puisque des résultats de cette enquête se dégagent la constatation que les nouvelles générations, une majorité des sociétés catalane et basque et des gens de gauche en général (dont la moitié des électeurs du PSOE) sont ouvertement républicains et favorables à un référendum sur la forme de l'Etat.

Il y a donc peu de doutes - même si le directeur de l'Institut public de sondages, le CIS (*Centro de Investigaciones Sociológicas*), a voulu le cacher le plus possible - que, comme l'indiquait un éditorial de *CTXT* du 12 octobre, « la popularité de la couronne espagnole est à un niveau très bas, au même niveau que celle des médias ». Certains médias, ceux de l'establishment, qui ont maintenu un silence presque total sur les données de cette enquête, confirmant ainsi leur volonté de continuer à resserrer les rangs autour d'une institution dont le degré d'impunité, de corruption et de parasitisme, permis par la Constitution elle-même, a provoqué l'indignation légitime de la majorité des citoyens.

Nous sommes conscients qu'il y a encore un long chemin à parcourir pour arriver à transformer en réalité le moment républicain où la convocation de ce référendum sur la forme de l'État peut être imposée et, avec lui, l'inévitable débat sur l'ensemble des problèmes qui affectent la citoyenneté, d'autant plus en ces temps de pandémie et de crise civilisationnelle mondiale. Un moment qui devrait déboucher sur l'ouverture d'un processus participatif qui dépasserait probablement le cadre étroit du régime actuel. C'est pourquoi il est si redouté par certaines élites politiques et économiques qui ne se hasardent même pas entreprendre une auto-réforme démocratique du régime.

Cependant, nous savons aussi que la crise de la monarchie peut difficilement s'inverser, que le récit du juancarlisme qui lui a donné un air de légitimité s'est définitivement épuisé et que, tant les obstacles pour mettre fin à l'impunité du roi fuyard et, avec lui, de la famille royale, que la perception croissante de l'alignement de Felipe VI avec les secteurs les plus réactionnaires du régime, ne cesseront d'augmenter la désaffection des citoyens et citoyennes envers cette institution dans un avenir prochain.

Une crise qui touche également d'autres secteurs du régime, comme le pouvoir judiciaire, l'appareil policier, le système de représentation politique et, surtout, un modèle territorial brisé de toutes parts, avec désormais une Communauté de Madrid transformée en paradis fiscal et en laboratoire du trumpisme ibérique. Des institutions qui survivent davantage du fait de l'inertie et de l'absence d'alternatives crédibles et viables à court terme que du fait d'une légitimité dans un processus d'érosion permanente au milieu d'une crise multidimensionnelle. Pour cette raison, face à la menace d'une issue réactionnaire pour laquelle une extrême droite nostalgique du franquisme fait déjà pression, il ne peut y avoir de trêve dans l'effort commun pour mettre un terme à ce projet, mais aussi à la bunkerisation de la monarchie et du bloc de pouvoir qui la soutient.

Notre objectif commun est de contribuer, bien que modestement, à la construction, du point de vue de la gauche, de cette alternative, en récupérant le meilleur des traditions républicaines, fédéralistes, socialistes et libertaires de nos différents peuples tout au long des XIX^e et XX^e siècles. Sans oublier les faits marquants des Première et Seconde Républiques et en revendiquant la mémoire collective anti-franquiste, mais surtout en regardant vers l'avenir pour revendiquer le droit

de décider non seulement de la forme de l'État ou des relations entre nos peuples, mais aussi de tout ce qui affecte nos vies.

Nous savons aussi que nous ne pouvons avancer sur cette voie que si nous consacrons tous les efforts nécessaires à la reconstruction d'un tissu associatif de différentes organisations sociales, culturelles et politiques, porteuses d'un nouveau républicanisme dans lequel, comme l'écrit David Fernández dans notre livre, le terme République ne renvoie pas seulement une forme d'État, mais est « avant tout une culture politique démocratique, une défense de l'intérêt public et des biens communs et une manière de garantir et de partager l'égalité entre tous et toutes ».

C'est à cette tâche commune que nous appelons dans ces pages. Une tâche qui passe, bien que pas uniquement, par mettre fin à ce que l'historien Xosé M. Núñez Seixas a récemment dénoncé comme « la grande anomalie que représente la monarchie espagnole. Une institution de plus en plus remise en cause pour ses origines, hypothéquée par un avenir lié à une réforme constitutionnelle qui devrait se faire » et, ajouterions-nous, non viable dans le cadre de ce régime.

Notre pire ennemi sur cette voie n'est pas l'incertitude du changement, mais la démission du « c'est impossible » qui assure la survie de l'ancien régime, lequel semble ne jamais finir de mourir. Le moment républicain doit être compris comme une fenêtre d'opportunités non seulement pour arrêter l'hémorragie de la perte de droits, mais aussi comme un tournant historico-politique pour garantir de nouveaux droits et inventer de nouvelles formes de démocratie. Ainsi, face à ceux qui contemplant avec terreur, d'en haut, la crise sociopolitique comme une époque de décadence et s'efforcent de crier "¡viva el rey !", celles et ceux d'en bas - nous - devraient contempler la scène, dans tout son drame aussi, comme un moment qui ne peut être remis à plus tard pour ce qui a trait à la recréation démocratique, à la redéfinition des logiques de représentation et pour la subversion de toutes les règles du système social qui nous ont conduits à un tel désastre. Et, ce faisant, nous regrouper sous le mot d'ordre "*iabajo el rey ! Repúblicas*". Il n'y a pas de temps à perdre : l'urgence sociale et écologique exige de nécessaires bonds en avant.

Miguel Urbán et Jaime Pastor

Jaime Pastor est rédacteur en chef de Viento Sur. Miguel Urbán est un eurodéputé.

• Article publié sur le site *ctxt-Contexto y Acción*, le 10 novembre 2020 ; traduction Jean Puyade et rédaction A l'Encontre :

« A bas le roi ! Le référendum et le rejet de la monarchie s'ouvrent un chemin »

Enquête sur la monarchie espagnole.

La république est l'avenir. Cette option est largement majoritaire parmi les personnes de moins de 40 ans, celles qui n'ont pas vécu la transition ni n'ont pu voter pour la Constitution [décembre 1978]. Des données qui montrent une polarisation générationnelle et territoriale notable - et entre la gauche et la droite, avec une différenciation croissante au sein de l'électorat d'un parti clé comme le PSOE. Voilà la principale conclusion à tirer des résultats de l'enquête menée par l'équipe de l'institut privé de recherche sur des données, le 40dB, à la demande de la *Plataforma de Medios*

Independientes (Plateforme des médias indépendants). Une enquête qui a dû être menée, après une campagne populaire de collecte de fonds, face au silence honteux du CIS (Centre de recherches sociologiques, public), qui depuis plusieurs années ne mène aucune enquête sur l'évaluation par les citoyens et citoyennes de la monarchie, précisément depuis que Felipe VI a succédé en juin 2014 à Juan Carlos I^{er}. Il semble incontestable que cette photographie de l'état actuel de l'opinion définit des tendances qu'il nous semble important de mettre en avant.



Parmi ces tendances, comme le soulignent déjà les médias qui l'ont promue (*La Marea*{}, *CTXT*, *El Salto*, *Crític*, *Público*, entre autres), la plus notable est la constatation que 48% de la population (dont 59,8% des électeurs du PSOE) sont favorables à un référendum (face à 36,1% contre). Et si ce référendum se tenait, 40,9% voteraient en faveur de la république contre 34,9% qui le feraient pour la monarchie, avec 12,9% d'indécis. Un pourcentage favorable qui atteint des niveaux plus élevés dans les Communautés comme en Catalogne (66,5% face à 14,6%), ainsi qu'au Pays Basque et en Navarre comme parmi les tranches d'âge de moins de 65 ans.

A côté de ces données incontestables, qui témoignent de la volonté majoritaire de décider de la forme de l'Etat, la crise de légitimité que connaît actuellement la monarchie est indéniable au sein de la population en général, la jeunesse en particulier, et, encore une fois, parmi les Communautés mentionnées précédemment. La monarchie est perçue comme « une institution d'un autre temps » par 47,9% de la population, laquelle disqualifie Juan Carlos I^{er} (une note de 3,3, sur 10), exige qu'il soit jugé pour ses actes, ainsi que la fin de l'impunité de l'institution. Elle qualifie Felipe VI comme un roi de droite, parfaitement informé et bénéficiaire des opérations financières de son père.

Cela confirme l'échec des tentatives de dissociation du roi actuel de la figure de son père, tentatives qui n'ont pas empêché que l'ombre de la corruption ne s'étende sur le cours d'un règne sans histoire propre au-delà du juancarlisme. Des interventions comme celle de son discours du 3 octobre, au lendemain de la répression brutale contre le référendum du 1^{er} octobre 2017 en Catalogne, au lieu de renforcer la figure de Felipe VI, ont accru la désaffection d'une partie de la société envers l'institution monarchique - et pas seulement de la société catalane -, en liant ainsi la monarchie, émotionnellement et symboliquement, aux secteurs les plus réactionnaires.

Il est vrai qu'il y a d'autres réponses dans l'enquête qui reflètent encore l'existence d'un pourcentage important de personnes (avec une note de 6,4 sur 10) qui croient au mythe construit autour du rôle du roi, aujourd'hui « roi émérite », lors de la tentative de coup d'État du 23F (23 février 1981) ; et aussi 40,1% qui considèrent que la monarchie joue un rôle de garant de « l'ordre et de la stabilité ». Cependant, il y a toujours une réponse proche de la note éliminatoire concernant la « satisfaction » (4,6 sur 10) ou la « confiance » (4,3 sur 10) dans cette institution. Il y a un faible pourcentage (27,7%) qui estime que l'*Infante* Leonor (la fille de Felipe VI) pourrait un jour devenir reine, alors qu'il y a une divergence d'opinions sur la question de savoir si « les tensions avec les nationalismes (catalan, basque...) » empireraient avec ou sans la monarchie.

En résumé, il semble indéniable que le sentiment anti-monarchique et anti-Bourbon, qui a une longue tradition dans l'histoire de nos peuples, réapparaît à des rythmes qui pourraient s'accélérer dans les temps à venir. Parce que, comme le grand écrivain du XIX^e siècle Benito Pérez Galdós

(1843-1920) l'a déjà écrit, malgré ce qu'ont voulu nous faire croire les partisans de Juan Carlos (les *juancarlistas*), « le bourbonisme ne connaît pas deux phases, comme le croient les historiens superficiels... Ici et là-bas, dans la guerre et dans la paix, c'est toujours le même, un pouvoir arbitraire qui lie le Trône et l'Autel, pour opprimer ce peuple malheureux et le maintenir dans la pauvreté et l'ignorance. »

Il est vrai que des disparités apparaissent autour du type de république préféré, avec 48,5% penchant vers un type présidentieliste, contre 29,3% qui opteraient pour un type basé sur l'élection du président par le parlement, et ayant peu de pouvoirs. Cela montre qu'une conception élitiste de la démocratie pèse encore lourdement sur la majorité des citoyens et qu'un long travail sera nécessaire pour aider à (re)générer une culture politique républicaine dans son sens le plus profond, c'est-à-dire participative, délibérative et exempte de toutes sortes de despotismes afin qu'elle culmine dans des processus constitutifs.

Ainsi, dans le cadre de la crise multiple que nous traversons, ces résultats traduisent une nette tendance à l'érosion d'une institution fondamentale du régime de 1978, avec plus de 70% de la population qui considère nécessaire une réforme constitutionnelle. Une revendication qui continue de se heurter à la crainte de l'establishment que ne veut pas ouvrir la boîte de Pandore que représenterait un débat sur des aspects du texte constitutionnel qu'il faudrait réformer, avec la polarisation qui s'ensuivrait entre un bloc monarchique réactionnaire et le bloc républicain potentiel, (con)fédéral et plurinational que nous devons construire pour la nouvelle scène sur laquelle nous sommes en train d'entrer.

Parce que, comme nous l'avons écrit dans le prologue du prochain livre collectif, *À bas le roi ! Repúblicas* (Ed. Sylone / Viento Sur), « bien qu'il puisse y avoir différentes nuances quant au degré ou à l'avancée de la crise de régime dans laquelle nous nous trouvons, personne ne peut ignorer les changements profonds qui sont en train de se produire dans le système politique espagnol. Changements dont tout indique qu'ils s'aggraveront dans les années à venir, en raison de la crise multidimensionnelle et systémique que nous traversons. Cela est même annoncé par des porte-parole du régime qui envisagent, épouvantés, l'avenir comme une période de décadence, qui a sa plus grande expression dans la ruine de la Marque Espagne, avec son principal représentant (Juan Carlos I^{er}) qui a fui vers une station balnéaire de luxe aux Émirats arabes unis. Cependant, il serait prématuré d'annoncer son déclin définitif [...]. Dans le cadre de cette nouvelle période, que nous pouvons définir comme une situation d'urgence chronique mondiale, nous voulons aborder cette crise du régime et, en particulier, celle qui, ces derniers temps, se manifeste dans l'institution qui en est la clé, la monarchie, dont le degré d'impunité, la corruption et le parasitisme autorisés par la Constitution elle-même, ont provoqué l'indignation légitime de la grande majorité des citoyens. Tout un mythe construit autour de l'Immaculée Transition s'est effondré et, avec lui, les élites politiques, économiques et médiatiques qui l'ont encensée ; quelque chose que, d'ailleurs, le journaliste Iñaki Gabilondo en est venu à reconnaître dans une présentation claire et sincère : « Tout cela a ouvert un chapitre de honte qui a publiquement disqualifié ma génération. Le processus s'est dégradé, nous nous sommes dépréciés, nous qui l'avons accompagné. Nous avons été mis à nu et j'ai honte. »

Toutefois, on ne peut sous-estimer la capacité des élites à se recomposer, car le bloc social pluriel qui peut entreprendre une nouvelle phase de destitution est encore faible. On peut se retrouver face à une équivalence de faiblesses, avec un match nul catastrophique, mais socialement et territorialement asymétrique pour ceux d'entre nous qui veulent renverser ce statu quo, par lequel l'institution monarchique pourrait continuer à se maintenir, non pas tant à cause de ses succès mais à cause de notre manque de capacité à en finir avec elle.

Il reste donc beaucoup à faire pour atteindre le moment républicain sur lequel nous parions, mais des enquêtes comme celle-ci et des échecs aussi stridents que celui de la campagne du *iViva el*

Rey !, récemment promue par la plateforme *Libre e iguales* (Libres et égaux) de la partisane de Trump, Cayetana Álvarez de Toledo, nous donnent plus de raisons de croire que nous continuerons d'avancer jusqu'à ce que nous soyons en mesure de soulever un large mouvement qui fasse du slogan ¡Abajo el rey ! un projet pour l'avenir.

Jaime Pastor, Miguel Urbán

Jaime Pastor est le rédacteur en chef de *Viento Sur* et Miguel Urbán est un député européen et un militant anticapitaliste.

• Article publié sur le site *Viento Sur*, le 13 octobre 2020 ; traduction Jean Puyade et rédaction A l'Encontre.

« Un horizon républicain ». A propos de l'ouvrage « Abajo el Rey ! Repùblicas ! »

« Une unité forgée sur la base de faux prétextes ne sera jamais une unité qui dure. » Henri V d'Angleterre sous le prisme du matérialisme historique de Catherine de Valois ; « Toute monarchie est illégitime », comme une conclusion républicaine qui dépasse la version originale de Shakespeare [référence au film *Le Roi*, 2019, de David Michöd, adaptation de *The Chronicle History of Henry the Fifth* de Shakespeare].

De la même manière, le livre collectif que la revue *Viento Sur* et la maison d'édition Sylone viennent de publier, *Abajo el Rey ! Repùblicas !*, va bien au-delà d'une simple adaptation pour notre époque de la tradition républicaine, certes glorieuse, puisque, dans toute traduction, comme le dit le dicton italien, il y a une trahison : *traduttore traditore*.



Dans ce cas, l'essai est vertueux car cela implique une reformulation. Et ce n'est pas une vocation méprisante dans un cycle marqué par la crise de l'État : à la fois par l'atrophie des appareils d'État chargés de garantir un certain bien-être et par l'autonomie enragée des appareils de l'État profond.

La justice et les forces de sécurité expriment au sein de l'Etat les vœux qu'Isabel Natividad Díaz Ayuso (membre du Parti populaire, gouverneure de la région de Madrid) exprime depuis le Madrid institutionnel et les fils à papa d'extrême droite dans les rues : *Atlas Shrugged* [La grève ou La Révolte d'Atlas, roman d'Ayn Rand datant de 1957s] ou la colère des privilégiés.

Cependant, la révolte contre l'atrophie des appareils sociaux génère au contraire une résistance transformatrice et égalitaire. Les grèves des MIR (internes des hôpitaux) et les luttes de l'ensemble du personnel de santé expriment une tout autre notion de la relation à établir entre les institutions et la communauté citoyenne. C'est là que réside le pouvoir constituant d'un peuple s'il considère que l'Etat actuel est intenable, illégitime et insupportable.

Pour cette raison, l'ouvrage *iAbajo el rey ! Repúblicas* est une proposition d'horizon, d'un horizon républicain, pluriel et décliné par les peuples. L'existence de fortes majorités républicaines dans les nations de *Galeuzca* (acronyme de Galice, Euskadi et Catalunya) et la montée du sentiment populaire républicain dans toute l'Espagne, soutiennent en effet un scénario de cette envergure. Malgré tout, même s'il y avait des majorités incontestables et vérifiables dans toute l'Espagne, la question de savoir comment produire les alliances nécessaires qui favorisent le changement politique et social et avec quels objectifs ces alliances doivent être fusionnées ne serait pas résolue.

Ce n'est donc pas un hasard que, chez la plupart des auteurs de ce livre, la politique d'alliances qui doit faire décoller cet horizon soit un désir et une préoccupation récurrents. Comme le dit David Fernández : « Il ne s'agit peut-être pas d'invoquer les pactes de la Moncloa [pactes sociaux signés le 25 octobre 1977 au palais de la Moncloa au cours de la Transition démocratique], mais peut-être le pacte de Saint-Sébastien de 1930 [le Pacte de Saint-Sébastien réunit la plupart des partis républicains contre la monarchie d'Alphonse XIII le 17 août 1930]. » Pacte de Saint-Sébastien que Jaime Pastor et Miguel Urbán posent comme « un nouveau pacte entre les forces politiques, sociales et citoyennes de l'Etat tout entier autour d'un projet commun ». Un pacte qui, s'il veut imaginer de nouvelles légitimités, doit répondre à une autodétermination sociale des besoins, des corps et des vies, comme le souligne Julia Cámara. Et c'est que, dans ce sens, la puissance républicaine et constituante du Chili est un miroir violet, comme une promesse et un projet, pour mettre fin à toutes les formes de patriarcat.

Le mal nommé *problème national* est aussi un « champ structurant d'une politique de rupture républicaine », mais, comme le soulignent Sònia Farré et Xaquín Pastoriza, il lui sera difficile de se matérialiser dans son ensemble dans un large front républicain s'il n'y a pas une poussée populaire qui force l'unité stratégique ; au-delà de vouloir un Etat républicain, il s'agit d'avoir un projet d'Etat.

Ce sont quelques-uns des éléments pour une mise au point d'un programme politique républicain pour le XXI^e siècle, comme l'exige Pablo Elorduy, concernant le statu quo du bloc de pouvoir monarchique, qui inclut le PSOE lui-même de manière plus centrale que périphérique.

La constitution formelle de la monarchie et la constitution matérielle de l'Etat

Dans le dernier éditorial d'*El Salto*, une dichotomie était établie entre la tâche d'analyse critique et la proposition d'une alternative : « Penser une nouvelle République ne nécessite pas de partir d'une critique des rois corrompus de la dynastie des Bourbons, mais plutôt d'imaginer une nouvelle forme de vie en commun, plus juste, avec un pouvoir et une richesse décentralisés. »

Mais ces deux tâches, loin d'être incompatibles, sont parfaitement liées l'une à l'autre. La critique de la constitution formelle et matérielle de l'Etat est un exercice d'économie politique pour découvrir en quoi consiste l'oligarchisation des institutions. Et, par conséquent, comment nous voulons que soient les futures institutions démocratiques. De la même manière que dans l'analyse des principales formes d'accumulation par dépossession, on peut déterminer la contrepartie socialiste.

Pour cette raison, la critique du professeur de droit Joaquín Urías à la constitution monarchique formelle montre les pouvoirs de l'Etat qui protègent pleinement le despotisme. Dès lors, il convient de garder à l'esprit que « les pouvoirs de l'Etat sont démocratiques dans la mesure où il est possible d'exiger d'eux qu'ils rendent des comptes au quotidien ». En fait, c'était l'un des principaux objectifs des luttes populaires anti-féodales : mettre fin aux tutelles patriarcales qui imprégnaient les sphères civile, domestique et politique.

Depuis les *levellers* (niveleurs) anglais [première moitié du XVII^e siècle] jusqu'aux républicains

français, il s'agissait d'imposer des formes de contrôle au pouvoir monarchique ou même de le remplacer par un pouvoir démocratique, la République.

Un combat similaire à celui décrit par Antoni Domènech dans *El eclipse de la fraternidad. Una revisión republicana de la tradición socialista* (L'Eclipse de la Fraternité. Une révision républicaine de la tradition socialiste, Ed. Akal, 2004) qui assumait la nécessité de combattre cette logique familière si typique de l'ancien régime dans le nouveau monde industriel.

Voilà la lutte pour réguler la sphère de la production industrielle, en constitutionnalisant les obligations des nouveaux serfs d'usine et en contraignant les patrons des nouveaux fiefs à se soumettre à un contrôle parlementaire de type syndical.

A cet égard, le principal défaut de la Constitution de 1978 résulte de son caractère de charte octroyée quand le texte assume que le roi est un pouvoir antérieur à la constitution elle-même. Dans le même article 56 de la Constitution, il est établi cette idée de la souveraineté qui attribue au roi un pouvoir moral reconnu pour des interventions dans des situations exceptionnelles. Ainsi il en va du discours du roi du 3 octobre 2017 : « Il est de la responsabilité des pouvoirs légitimes de l'Etat d'assurer l'ordre constitutionnel. »

L'article 56 fonctionne comme une « fissure idéologique par laquelle la constitution matérielle du pays s'introduit dans le texte constitutionnel » 6/. Autrement dit, le rapport des forces existant dans le pays.

De plus, l'armature juridique du roi, qui rend impossible toute enquête pour corruption, transforme toute tentative de le contraindre à rendre des comptes en une collision frontale : « S'il y a des actes qui nécessitent un assainissement des responsabilités et que cela est impossible, un conflit surgit, dont la solution est difficile, entre le système démocratique et la monarchie. » Armature constitutionnelle qui n'est pas valable pour Juan Carlos maintenant que le parquet anti-corruption enquête sur ses cartes de crédit opaques, mais, par contre, elle sert à mettre aux oubliettes l'enquête sur les 65 millions collectés auprès de la monarchie saoudienne avant d'abdiquer.

Cet article a été invoqué tout au long de l'été par le bureau du Congrès (Assemblée des députés) pour mettre un veto à l'enquête sur la corruption monarchique, sur la fuite du roi émirite pour fraude fiscale et l'exigence de transparence et de responsabilité. Déconstitutionnalisation de la monarchie et déparlementarisation du régime. Ce ne sera donc pas une première fois que le PSOE, dans la gestion même de la crise pandémique, entend ne rendre des comptes au Congrès que tous les deux mois, pendant le nouvel état d'alerte.

Et tandis que les partis monarchiques défendent le roi bec et ongles, le gouvernement du PSOE déclare la suspension des expulsions de locataires. Jusqu'à présent, cette année, il y en a eu 162 par jour, selon la PAH (*Plataforma de Afectafos por la hipoteca*). Rien qu'à Barcelone, 443 familles, dont 463 mineurs, ont été expulsées entre le 14 septembre et le 23 octobre, alors que le gouvernement progressiste de Pedro Sanchez manifestait un déni complet vis-à-vis de ces expulsions. Dans le même temps, les budgets généraux de l'État renforcent la protection de l'industrie militaire et persistent dans une politique fiscale qui collecte principalement des impôts indirects, tout en préservant les grandes fortunes et la fraude fiscale.

L'une de ces grandes fortunes, évidemment, est celle du roi, dont on soupçonne, qu'il détiendrait, grâce à la corruption, un volume de 1790 millions d'euros. La fortune est née à partir du prêt de 100 millions de dollars sans intérêt que la monarchie saoudienne a accordé à Juan Carlos en 1977.

Mais c'est que, autour de la monarchie, il y a tout un réseau d'affaires de corruption qui, de l'affaire

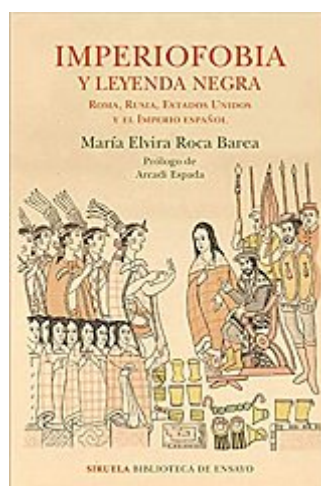
Gürtel à l'opération Lezo, éclaboussent plus de 3000 enquêtés pour un chiffre de 40 000 millions d'euros. Pour les personnes condamnées pour corruption, il existe bien des amnisties, 226 concrètement.

Parallèlement à la corruption, la fraude fiscale que les *Panama Papers* ont révélée compromet non seulement la monarchie, mais aussi les narrateurs de la Transition [référence aux acteurs et animateurs de la série télévisée sur les années de la transition, *Cuéntame como pasó*, « Raconte moi comment cela s'est passé » qui devraient en fait intituler leur série : Raconte-moi comment frauder le fisc, prototype de tout le système de tranchées culturelles et politiques qui protègent l'État, avec un coût de 80 000 millions d'euros évadés en Suisse et 24 000 millions en Andorre.

En outre, la monarchie n'a pas été étrangère à la prééminence d'un complexe militaro-industriel qui a fait de l'Espagne la septième plus grande économie d'exportation d'armes, tandis que l'industrie civile est impitoyablement démantelée. Des recherches récentes menées par le *Centre Delàs d'Estudis per la Pau* (Centre d'études pour la paix) montrent qu'entre 2010 et 2019 les exportations militaires ont augmenté de 295%. À cet égard, le roi a joué un rôle important dans le cycle d'exportation des armes, agissant comme s'il était ministre de l'Economie, de l'Industrie et des Affaires étrangères, en Colombie, en Guinée équatoriale ou en Turquie.

Cette tâche gouvernementale du roi, le Sahara en a subi les conséquences, victime d'un pacte entre rois, le roi Hassan II du Maroc et Juan Carlos lui-même, dont le résultat a été de se mettre d'accord entre eux en faveur de l'occupation militaire du Sahara. La conséquence ? La Marche Verte orchestrée par Hassan II ; quand, le 6 novembre 1975, 350 000 civils, dont 25 000 soldats marocains occupèrent le Sahara. Comme l'explique Miguel Urbán : « L'occupation du Sahara est devenue un événement historique indispensable pour comprendre le développement ultérieur de la consolidation des monarchies marocaine et espagnole. Reliant ainsi ces deux maisons royales de manière intime. ». Si lors de la première restauration monarchique, Cuba, Porto Rico et les Philippines ont été les victimes du colonialisme impérial de la Couronne, et lors de la seconde restauration, après 1898, le Maroc, ce sont aujourd'hui le Sahara et les pays d'Amérique latine qui ont subi l'assaut des banques et des entreprises espagnoles..

Mais, s'il n'y a pas de vérité, de justice et réparation en Espagne pour les victimes du régime franquiste et ses 114 000 disparus, il y en a encore moins bien sûr pour les victimes indigènes-originaires de la Couronne impériale. L'année dernière, le président républicain mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador a exigé la reconnaissance des torts causés. C'est alors que le PSOE s'est acharné à défendre l'hispanité impériale. *Imperiofobia y leyenda negra* d'Elvira Roca Barea (2020), est devenu le best-seller de la haute fonction publique de l'Etat et de l'ensemble de l'oligarchie]].



De Villalar à Montoro : le centralisme, le joyau de la couronne

Marx a dit dans ses textes sur l'Espagne révolutionnaire que la monarchie avait été construite sur la base de la dissolution « des deux piliers de la liberté espagnole : les Cortes et les Mairies ». L'Etat monarchique moderne est le fruit d'une longue bataille contre les libertés municipales et provinciales de Castille, d'Euskal Herria (Pays Basque) et les anciens royaumes de la Couronne d'Aragon. La guerre révolutionnaire de 1808, la Première République [1873-1874] surtout, mais aussi la Seconde République [1931-1939] seraient les tentatives de reconstruction moderne des anciennes libertés et des droits nationaux, foraux [droits locaux existant dans certaines communautés autonomes] et municipaux]].

La Transition, malgré tout, n'a pas pu contenir complètement les nouvelles tentatives de démocratisation de l'Etat ; la force des mouvements sociaux, la poussée andalouse pour l'autonomie, la force de l'Assemblée de Catalogne ou la mobilisation populaire basque sont quelques-uns des exemples qui ont contraint l'Etat à s'ouvrir. Bien qu'à la suite du coup d'Etat du 23-F en 1981, les forces armées et le roi parviennent à un *Pacto del capó*, qui inversèrent les timides tendances fédéralisantes vers une recentralisation élitiste prolongée. « Le Pacto del capó fait référence au pacte qui fut passé entre l'un des acteurs du coup d'Etat du 23 février 1981, Antonio Tejero, colonel de la Guardia civil – pour accepter de cesser l'occupation du Congrès – et la Monarchie.

Ainsi, la protection initiale de l'Etat unitaire qui par l'article 145 interdit la fédération des communautés autonomes et institue la convocation de référendums comme compétence exclusive de l'Etat, est renforcée par la LOAPA (Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico-Loi organique d'harmonisation du processus autonome), approuvée en 1982 pour réduire l'autonomie des communautés autonomes. La sentence contraire du Tribunal constitutionnel n'a invalidé que 14 des 38 articles de la LOAPA, de sorte que même le Parti socialiste de Catalogne et le Parti socialiste d'Euskadi ont dû s'opposer à cette loi à l'époque (pourtant pactée entre le PSOE et l'UCD- *Unión de Centro Democrático*, dirigé par Adolfo Suárez, un des personnages clés de la Transition).

Mais dans le même débat constitutionnel, il apparut clairement que le texte approuvé n'était guère plus que la Constitution d'un « Etat centralisé régionalisé », comme l'explique le député d'Euskadiko Ezkerra Francisco Letamendia :

« On a dit dans cette salle que cette Constitution marquait la fin de l'Etat centraliste, et cela est faux. Un Etat ne cesse d'être centraliste que lorsqu'il devient fédéral – ou confédéral –, et l'Etat envisagé par la Constitution dans son titre VIII, sur l'organisation territoriale et dans les dispositions complémentaires, n'est pas un Etat fédéral, mais un Etat centraliste régionalisé. ». Même Jordi Solé Tura [l'un des rédacteurs de la Constitution de 1978 au titre du Parti communiste catalan, le PSUC ; à la fin des années 1980 il rejoint le Parti des socialistes de Catalogne] reconnaîtra le caractère centraliste de la Constitution formelle de l'Etat, défendant ainsi dans son ouvrage *Autonomies, federalisme i autodeterminació* (Ed. Laia, 1987) la nécessité d'aller vers des statuts de deuxième génération en tant que réformes fédéralisantes qui modifieront la Constitution matérielle d'un Etat dont la Constitution formelle n'avait rien changé, bien au contraire.

Le blocage des tentatives de réforme fédéralisante – le Plan Ibarretxe (proposition de statut politique de la Communauté d'Euskadi présenté par Juan José Ibarretxe et approuvé, par la suite, par le parlement basque en 2004) et le Statut Miravet préparé par le gouvernement tripartite de Catalogne en 2006 – est ce qui oblige le fédéralisme à se déplacer vers l'option d'un changement de régime dans la mesure où toute transformation interne au régime est ostracisée. L'hypothèse de Solé Tura se clôt par une fermeture plus hermétique de l'Etat, dit Jordi Cuixart [président d'Omnium Cultural, mis en examen en 2017 et condamné en octobre 2019 par le Tribunal suprême à 9 ans de prison pour sédition] :

« Si le pays avait vu son autonomie gouvernementale pour l'essentiel respectée et améliorée, avec une véritable option fédérale, ainsi que la langue et les cultures respectées, le catalanisme n'aurait probablement pas muté jusqu' au souverainisme actuel. ». Au cours de la crise de 2008, cette fermeture centraliste a été renforcée avec la loi Montoro et la réforme de l'article 135 pour centraliser les ressources financières et les excédents municipaux pour payer la dette publique. Le centralisme est une logique extractive qui n'a aucune pitié pour les administrations locales, territoriales ou nationales.

L'exemple chilien, comme le soulignent Joan Tardà ou Julia Cámara, est une brise encourageante dans ce sens car il encourage les ressentis républicains, féministes et constituants. Comme le dit le grand républicain de Cornellà [Jordi Cuixart], il y a « des conditions objectivement favorables pour faire place aux républiques de notre Ibérie ». Les révoltes sociales et féministes de 2019 au Chili inaugurent un processus constituant qui, pour la première fois, verra une rédaction paritaire d'un projet constitutionnel. Et c'est parce que le féminisme chilien a été la première tranchée démocratique contre le terrorisme d'État post-pinochetiste. En définitive, il faut prendre le pouls du développement de tous les nouveaux souverainismes en tant que propositions démocratiques déterminées à transformer un État asphyxiant, dont la dynamique centraliste constitue « l'authentique séparatisme par la vision unificatrice, suprémaciste et classiste qu'il possède ».

Vers un bloc populaire pour les droits et les libertés ?

En conclusion, je voudrais souligner l'une des vertus du livre *iAbajo el rey ! Repúblicas* qui est celle de compter sur une pluralité de voix représentatives des volontés transformatrices. Bien que pour avancer vers cet horizon, il faudra élargir les dialogues, les perspectives et les mobilisations, invitant les différentes sensibilités progressistes madrilènes à se rassembler dans un front de ce type contre le déluge monarchique en cours. Et, plus important encore, il sera nécessaire de s'associer aux mouvements et aux syndicats pour le droit au logement et à la santé publique.

Parce qu'il ne s'agit pas seulement de construire un mouvement populaire en faveur d'une consultation pour la République mais aussi de construire un projet d'État populaire. C'est ce que les républicains confédéraux de la Première République ont fait avec leur ouvriérisme et la triade revendicative contre les impôts indirects, contre le service militaire et pour le suffrage universel.

Ou dans le cas des républicains de gauche qui ont lié l'alliance de Saint-Sébastien [ce pacte a été passé en août 1930 entre tous les partis républicains pour faire face à la monarchie d'Alfonso XIII et proclamer la Seconde République] à l'autodétermination de la Catalogne, la réforme agraire et l'amélioration des conditions de travail des travailleurs et travailleuses.

La confédération des différents « archipels de résistances » dont parlent Jaime Pastor et Miguel Urbán, devra également assumer des défis tels que la conquête de l'amnistie pour dépenaliser le droit à l'autodétermination et l'ouverture d'une voie vers une loi de clarté [référence à une loi sur la clarté référendaire à propos d'une sécession d'une province au Canada] qui la rende possible. Parce que le gouvernement des peuples libres prendra la forme de république ou il ne le sera pas.

Mais une telle victoire ne peut être que partagée, populaire et plébéienne. Dit dans les termes de Jordi Cuixart : « Le droit de vote pour l'autodétermination en Catalogne et parmi les peuples de tout l'État espagnol se gagne dans la rue, comme c'est aussi dans la rue que se gagne le droit des Espagnols à décider du type d'État qu'ils veulent. ». Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de répondre à la question « dans quel type de pays vivons-nous ? » avec une fierté collective : « dans une république que nous voulons, dans pays dont nous avons besoin et avec la justice sociale que nous méritons »

L'annistie des prisonniers politiques, la réforme urbaine des loyers, l'instauration d'un revenu de base et la refondation de la santé pourraient très bien être l'échafaudage d'un esprit de 45 républicain [allusion au film de Ken Loach, *El espíritu del 45*, qui renvoie à l'instauration de l'Etat social] qui arrête la dérive absolutiste du régime en proposant sa transformation la plus radicale possible, c'est-à-dire la plus nécessaire.

Albert Portillo

Albert Portillo est membre de Debats pel demà et contributeur à divers médias, tels que Catarsi et *Viento Sur*.

Article publié sur le site *Viento Sur*, le 7 novembre 2020 ; traduction Jean Puyade et rédaction A l'Encontre.

1/ Fernández, David, "Retrospectivas de un hundimiento : de bribones, comisiones y borbones" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), *¡Abajo el rey ! Repúblicas*, Sylone y Viento Sur, Barcelona, 2020, p. 37.

2/ Urbán, Miguel y Pastor, Jaime, "Prólogo" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., pp. 15-16.

3/ Cámara, Julia, "Qué puede aportar el feminismo al debate republicano" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., p. 88.

4/ Farré, Sònia y Pastoriza, Xaquín, "Cuestión nacional y república(s)" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., pp. 115 i 121.

5/ Urías, Joaquín, "El rey, la constitución y la alargada sombra del régimen" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., pp. 17.

6/ Urías, op. cit., pp. 21.

7/ Urías, op. cit., pp. 27.

8/ Font, Tica ; Melero, Eduardo y Vega, Edgard, "Oriente Medio y Asia, mercados lucrativos para las armas españolas. Análisis del comercio de armas 2018 y 2019", Informe 44, Centre Delàs d'Estudis per la Pau, publicado 18 de junio de 2020, disponible aquí : <http://centredelas.org/publicacions/informe-44-del-centre-delas-orient-mitja-i-asia-mercats-lucratius-per-a-les-armes-espanyoles-analisi-de-el-comerc-darmes-2018-i-2019/?lang=es>

9/ Urbán, Miguel, "El Sáhara, moneda de cambio para la restauración borbónica" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., pp. 45.

10/ Ver en Maqueda, Paqui, "Monarquía y memoria histórica : dos cuestiones de Estado" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., pp. 55-60.

11/ Marx, Karl, "La España revolucionaria" en Karl Marx i Friedrich Engels, *La revolución española*, Akal, Madrid, pp. 9.

- 12/ Se puede ver en detalle en el capítulo de Pastor, Jaime, "El 23-F, Juan Carlos I y su golpe de timón a estribor" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., pp. 48.
- 13/ Letamendia, Francisco, "Intervención general ante la Comisión Constitucional" en Francisco Letamendia, Denuncia en el Parlamento -Ortzi-, Txertoa, San Sebastián, 1978, pp. 111.
- 14/ Cuixart, Jordi, "Transformar la impotencia en poder colectivo" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., pp. 134.
- 14/ Fernández, op. cit., pp. 38.
- 15/ Tardà, Joan, "Una mirada catalana para una alternativa republicana" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., pp. 113.
- 16/ Fernández, David, "Retrospectivas de un hundimiento : de bribones, comisiones y borbones" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., p. 37.
- 17/ Fernández, David, "Retrospectivas de un hundimiento : de bribones, comisiones y borbones" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., p. 37.
- 18/ Pastor, Jaime y Urbán, Jaime, "Del momento republicano a los procesos constituyentes" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., p. 140.
- 19/ Cuixart, Jordi, "Transformar la impotencia en poder colectivo" en Jaime Pastor y Miguel Urbán (eds.), op. cit., p. 134
- 20/ Fernández, op. cit., p. 38.
-

P.-S.

- 17 novembre 2020 :
<http://alencontre.org/debats/etat-espagnol-debat-un-horizon-republicain-a-propos-de-louvrage-abajo-el-rey-republicas.html>